



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI**

**RAPPORT DU COMITE
DE POLITIQUE
MONETAIRE DU
QUATRIEME TRIMESTRE
2021**

Avril 2022

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES	2
RESUME ANALYTIQUE.....	3
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	5
1.1. Croissance du PIB mondial	5
1.2. Prix des matières premières et inflation	7
1.3. Politique monétaire dans les pays développés	8
1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA	9
2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI.....	12
2.1. Production et prix.....	12
2.2. Secteur extérieur	14
2.2.1. Commerce extérieur.....	14
2.2.2. Balance des paiements.....	16
2.3. Finances et dette publiques	18
2.4. Secteur monétaire.....	20
2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts.....	20
2.4.2. Base monétaire.....	22
2.4.3. Masse monétaire et contreparties	24
2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire	26
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière	27
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire	27
2.5.2. Stabilité Financière.....	28
CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE.....	32
ANNEXES	34

LISTE DES ACRONYMES

AFSS	: Afrique Sub-saharienne
BCE	: Banque Centrale Européenne
BIF	: Franc Burundi
BRARUDI	: Brasserie du Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CEA	: Communauté Est Africaine
CIF	: <i>Cost Insurance and Freight</i>
DTS	: Droits de Tirages Spéciaux
FOB	: <i>Free On Board</i> (Franco à Bord)
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
KES	: <i>Shilling Kenyan</i>
M3	: Masse Monétaire au sens large
MBIF	: Millions de Franc Burundi
Mds	: Milliards
MFBPE	: Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique
MUSD	: Millions de Dollar Américain
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
PIB	: Produit Intérieur Brut
REGIDESO	: Régie de Production et de Distribution d'Eau et d'Electricité
RWF	: Franc Rwandais
ROA	: <i>Return on Assets</i> (Rentabilité des actifs)
ROE	: <i>Return on Equity</i> (Rentabilité des capitaux propres)
TZS	: <i>Shilling Tanzanien</i>
UGX	: <i>Shilling Ougandais</i>
USD	: Dollar Américain

RESUME ANALYTIQUE

En glissement trimestriel, la croissance économique s'est améliorée au quatrième trimestre 2021 dans les pays avancés de l'OCDE (+1,2 contre +1,1% au trimestre précédent). Cette amélioration est restée faible, suite à la résurgence de nouvelles infections de Covid-19 du nouveau variant, Omicron, qui a entraîné des restrictions des mouvements de personnes et des difficultés d'approvisionnements des entreprises. En glissement annuel, le PIB pour l'ensemble des pays de l'OCDE a rebondi à 4,7%, après une décroissance de 2,7% enregistrée au quatrième trimestre de 2020. Ce rebond est principalement expliqué par l'accélération de l'activité économique aux Etats-Unis (5,6 contre -2,3%) grâce à la reconstitution des stocks des entreprises pour répondre à la reprise de la demande.

L'inflation a globalement augmenté au quatrième trimestre 2021 dans les principaux pays avancés et dans la plupart des pays émergents, principalement en liaison avec les perturbations des chaînes d'approvisionnements, les prix élevés de l'énergie et autres produits de base.

Dans les perspectives économiques mondiales du FMI d'avril 2022, la croissance économique mondiale devrait passer de 6,1% en 2021 à 3,6% en 2022, suite à la guerre en Ukraine qui a entraîné la hausse des cours des produits de l'énergie et des denrées alimentaires ainsi que la montée des incertitudes sur les marchés financiers dues aux sanctions financières imposées à la Russie. De même, le volume du commerce mondial serait affecté par les effets de la guerre en Ukraine et les difficultés d'approvisionnement, principalement aux Etats-Unis et en Chine. La croissance devrait passer de 10,1 en 2021 à 5,0% en 2022.

La croissance économique des pays de la CEA devrait ralentir en 2022 (5,3 contre 6,2% en 2021), suite essentiellement aux répercussions de la guerre en Ukraine qui ont entraîné la flambée des prix du carburant et des denrées alimentaires. Toutefois, cette croissance serait supérieure à celle de toute l'Afrique subsaharienne (3,8%), et soutenue principalement par d'importants investissements en infrastructures et de bonnes productions agricoles dans la plupart de ces pays.

Au niveau de la conjoncture économique nationale, les prévisions montrent que l'activité économique pourrait s'accélérer en 2022 (4,6 contre 3,1% en 2021), en liaison avec l'amélioration de l'activité dans les secteurs secondaire (4,7 contre 2,1%) et tertiaire (4,8 contre 2,5%).

L'inflation pourrait s'établir à 9,2 contre 8,3% réalisée en 2021. Toutefois, ces prévisions de croissance risqueraient d'être révisées à la baisse suite aux effets néfastes de la guerre en Ukraine, en raison principalement de la hausse des prix du carburant et des denrées alimentaires, de l'incertude accrue sur les marchés financiers mondiaux et des perturbations des chaînes d'approvisionnement, dues à la persistance de la Covid-19.

La balance des paiements du quatrième trimestre 2021 s'est soldée par un déficit du compte courant plus important que celui du même trimestre de l'année précédente, suite principalement à l'augmentation du déficit des services (-111.151,3 contre -7.292,7 MBIF) et de celui des biens (-290.067,0 contre -270.029,0 MBIF).

Le déficit budgétaire (dons inclus) a diminué au quatrième trimestre 2021 par rapport au même trimestre de 2020 (-9.737,8 contre -17.939,9 MBIF MBIF), en rapport avec l'augmentation plus importante des recettes publiques que celle des dépenses publiques.

En glissement annuel, la base monétaire s'est légèrement accrue de 1,1%, en liaison principalement avec la hausse des avoirs intérieurs nets (+6,5%). De même, la masse monétaire a augmenté de 22,3% en glissement annuel, principalement tiré par l'accroissement des créances sur l'économie (+63,7%).

Les réserves officielles de change ont sensiblement augmenté à fin décembre 2021, s'établissant à 267,0 contre 94,4 MUSD à fin décembre 2020, en rapport avec la nouvelle allocation de DTS par le FMI à ses pays membres au mois d'août 2021 et la Facilité de crédit Rapide. Ces réserves couvrent 3,2 mois d'importations de biens et services contre 1,1 mois à la même période de 2020, alors que le seuil minimal est fixé à 4,5 mois dans les critères de convergence de la CEA.

A fin décembre 2021, le bilan agrégé du secteur bancaire s'est amélioré de 26,6% en glissement annuel et de 2,0% en glissement trimestriel. Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 29,3% en glissement annuel. Le ratio de solvabilité globale s'est établi à 23,1% à fin décembre 2021 contre 22,4% à fin décembre 2020.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Croissance du PIB mondial

En glissement trimestriel, l'activité économique s'est améliorée au quatrième trimestre 2021 par rapport au trimestre précédent dans l'ensemble des principales économies de l'OCDE pour s'établir à 1,2 contre 1,1% au trimestre précédent. Cette amélioration est restée faible, suite à la résurgence de nouvelles infections de Covid-19 du nouveau variant, Omicron, qui a entraîné des restrictions des mouvements de personnes et des difficultés d'approvisionnements des entreprises.

Dans les principaux pays émergents, l'activité économique s'est accélérée en Chine (1,6 contre 0,7%) et s'est redressée en Afrique du Sud (1,2 contre -1,7%) tandis qu'elle a décéléré en Inde (1,8 contre 13,7%).

Tableau 1 : Croissance du PIB des principaux pays avancés et émergents (en %)

	Glissement trimestriel			Glissement annuel		
	T4-2020	T3-2021	T4-2021	T4-2020	T3-2021	T4-2021
États-Unis	1,1	0,6	1,7	-2,3	4,9	5,6
Japon	1,9	-0,7	1,1	-0,8	1,2	0,4
Allemagne	0,7	1,7	-0,3	-2,9	2,9	1,8
France	-1,1	3,1	0,7	-4,3	3,5	5,4
Royaume uni	1,5	1,0	1,0	-6,4	7,0	6,5
Zone euro	-0,3	2,3	0,3	-4,3	4,0	4,6
OCDE - Total	1,0	1,1	1,2	-2,7	4,7	4,7
Chine	2,6	0,7	1,6	6,4	4,9	4,0
Inde	6,1	13,7	1,8	0,5	9,3	4,9
Russie	0,7	-0,8	...	-1,3	3,8	...
Afrique du Sud	2,5	-1,7	1,2	-3,4	3,2	1,8

Source : OCDE, principaux indicateurs économiques, mars 2022

En glissement annuel, la croissance économique a fortement repris au quatrième trimestre 2021 par rapport au même trimestre 2020 dans les principaux pays avancés de l'OCDE (4,7 contre -2,7%). Ce rebond est principalement expliqué par l'accélération de l'activité économique aux États-Unis (5,6 contre -2,3%) suite à la reconstitution des stocks des entreprises pour répondre à la reprise de la demande. En outre, ce rebond a été favorisé par la politique budgétaire trop expansionniste ainsi que la faiblesse des taux d'intérêts aux États-Unis. Dans la Zone euro, elle

s'est établie à 4,6 contre une contraction de -4,3%. Au Japon, la croissance économique s'est fixée à 0,4 contre -0,8%.

Dans les principaux pays émergents, la croissance économique s'est accélérée en Inde (4,9 contre 0,5%), s'est redressée en Afrique du Sud (1,8 contre -3,4%) et a décéléré en Chine (4,0 contre 6,4%).

Tableau 2 : Croissance économique mondiale (en %)

	2019	2020	2021	2022(p)
PIB mondial	2,5	-3,1	6,1	3,6
Pays avancés	1,6	-4,5	5,2	3,3
États-Unis	2,6	-3,4	5,7	3,7
Zone euro	1,3	-6,4	5,3	2,8
Japon	0,0	-4,5	1,6	2,4
Pays émergents et pays en développement	3,8	-2,1	6,8	3,8
Chine	6,0	2,3	8,1	4,4
Inde	4,0	-7,3	8,9	8,2
Afrique subsaharienne	3,2	-1,7	4,5	3,8
<i>Nigeria</i>	2,2	-1,8	3,6	3,4
<i>Afrique du Sud</i>	0,2	-6,4	4,9	1,9
Volume du commerce mondial	1,2	-8,2	10,1	5,0

(p): projections

Source: Fonds Monétaire International, Perspectives économiques mondiales, Avril 2022

Dans les perspectives économiques mondiales du FMI d'avril 2022, la croissance économique mondiale devrait passer de 6,1% en 2021 à 3,6% en 2022, suite à la guerre en Ukraine qui a entraîné la hausse des cours des produits de l'énergie et des denrées alimentaires ainsi que la montée des incertitudes sur les marchés financiers dues aux sanctions financières imposées à la Russie.

Les effets de la guerre se propageront à grande échelle et contribueront au ralentissement de l'économie mondiale qui ne s'est pas encore totalement remise de la pandémie de Covid-19 et dont les dernières mesures de confinement prises en Chine pourraient provoquer de nouvelles ruptures dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

De même, le volume du commerce mondial serait affecté par les effets de la guerre en Ukraine et les difficultés d'approvisionnement, principalement aux États-Unis et en Chine. La croissance devrait passer de 10,1 en 2021 à 5,0% en 2022.

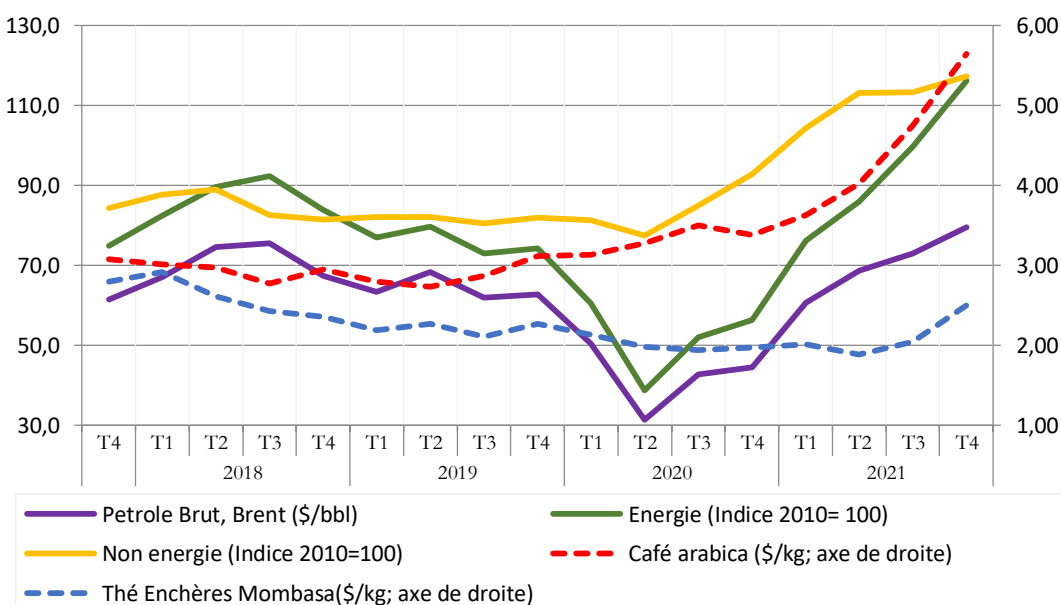
1.2. Prix des matières premières et inflation

Au quatrième trimestre 2021, les prix des matières premières ont globalement poursuivi la reprise amorcée au troisième trimestre 2020, après la baisse enregistrée à la première moitié de l'année 2020 qui était due aux effets néfastes de la COVID-19.

Le cours du pétrole brut (Brent) s'est établi à 79,58 USD au cours du quatrième trimestre contre 73,00 USD le Baril au trimestre précédent. L'indice de l'énergie (116,17 contre 99,73) et celui des produits non énergétiques (117,23 contre 113,24) ont augmenté par rapport au trimestre précédent.

De même, le cours du thé aux enchères de Mombasa (2,50 contre 2,05 USD par kilogramme) et celui du café arabica (5,64 contre 4,75 USD par kilogramme) ont augmenté par rapport au trimestre précédent.

Graphique 1 : Evolution des prix des matières premières



Source : Banque Mondiale, Prix des matières premières, mars 2022

Quant au taux d'inflation, il a globalement augmenté au quatrième trimestre 2021 par rapport au même trimestre de 2020, dans les principaux pays avancés et dans la plupart des pays émergents. Cette montée est principalement due aux perturbations des chaînes d'approvisionnement et aux prix élevés de l'énergie et autres produits de base et les pressions salariales, en particulier aux États-Unis et en Chine.

L'inflation a augmenté et s'est établi à 5,9% au quatrième trimestre 2020 dans l'ensemble des pays de l'OCDE contre 1,2% au même trimestre de 2020. Elle s'est établie à 6,7 contre 1,2% aux Etats-Unis et à 4,7% contre une déflation de 0,3% dans la Zone euro. Dans les pays émergents, l'inflation a augmenté en Chine (1,8 contre 0,1%), en Turquie (25,8 contre 13,5%), en Russie (8,3 contre 4,4%) et en Afrique du Sud (5,4 contre 3,2%) au quatrième trimestre 2021. En Inde, elle s'est stabilisée à 5,0% comme au même trimestre de l'année précédente.

Tableau 3 : Inflation dans les principaux pays avancés et émergents (en %)

	En glissement annuel		
	T4-2020	T3-2021	T4-2021
États-Unis	1,2	5,4	6,7
Japon	-0,9	0,2	0,5
Allemagne	-0,3	4,1	5,0
France	0,1	2,7	2,7
Royaume-Uni	0,8	3,0	4,4
Zone euro	-0,3	3,6	4,7
OCDE - Total	1,2	4,6	5,9
Chine	0,1	0,7	1,8
Inde	5,0	4,4	5,0
Russie	4,4	7,4	8,3
Turquie	13,5	19,6	25,8
Brésil	4,3	10,2	10,5
Afrique du Sud	3,2	5,1	5,4

Source : OCDE, principaux indicateurs économiques, mars 2022

1.3. Politique monétaire dans les pays développés

Dans le cadre des programmes de soutien aux économies face aux effets de la pandémie de la Covid-19 et de son nouveau variant Omicron, les banques centrales ont maintenu leurs politiques monétaires accommodantes au quatrième trimestre 2021.

Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale a reconduit la fourchette cible des taux entre 0,0 et -0,25%. Cependant, à la suite de la remontée de l'inflation, elle a décidé d'accélérer la réduction des achats d'actifs et a annoncé le relèvement des taux en 2022 à des niveaux relativement supérieurs à ses prévisions antérieures.

Dans la Zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) s'est engagée à maintenir les taux d'intérêt directeurs à leurs niveaux actuels, notamment les taux des principales opérations de

refinancement (0,00%), de la facilité de prêt marginal (0,25%) et de la facilité de dépôt (-0,50%). Elle a poursuivi son programme d'achat des actifs et le réinvestissement des remboursements pour maintenir des conditions de financement favorables aux entreprises et aux ménages. Toutefois, elle a annoncé qu'elle mettrait fin en mars 2022 aux achats nets d'actifs destinés à faire face à la pandémie de covid-19.

La Banque Centrale du Japon a maintenu le taux d'intérêt directeur à -0,10% et a rassuré que ce taux demeurera à ce niveau ou à un niveau plus inférieur, à court et à moyen termes.

1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA

La croissance économique des pays de la CEA devrait ralentir en 2022 (5,3 contre 6,2% en 2021), suite aux répercussions de la guerre en Ukraine qui ont entraîné la flambée des prix du carburant et des denrées alimentaires. Toutefois, cette croissance serait supérieure à celle de toute l'Afrique subsaharienne (3,8%), et serait principalement soutenue par d'importants investissements en infrastructures et de bonnes productions agricoles dans la plupart de ces pays.

Tableau 4 : Croissance du PIB dans les pays de la CEA (en %)

	2019	2020	2021(p)	2022(p)
Burundi	4,5	0,3	3,1	4,6
Kenya	5,0	-0,3	7,2	5,7
Ouganda	7,7	-1,4	5,1	4,9
Rwanda	9,5	-3,4	10,2	6,4
Tanzanie	7,0	4,8	4,9	4,8
CEA	6,3	0,9	6,2	5,3
AfSS	3,1	-1,7	4,5	3,8

(p): projections

Source : FMI, *Perspectives économiques régionales, Avril 2022*

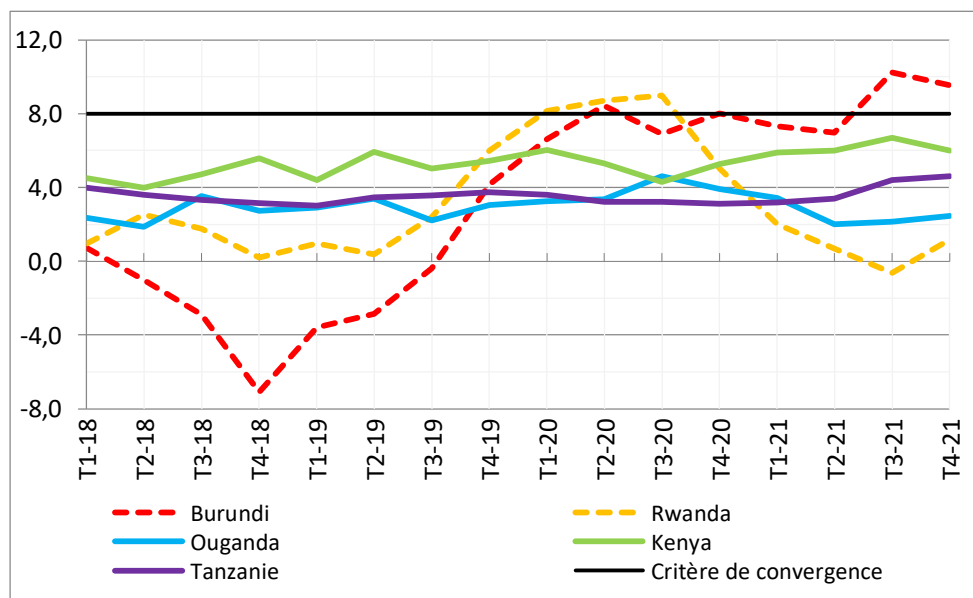
* Pour le Burundi, les données sont tirées du cadrage macroéconomique de mars 2022

L'inflation est restée dans la limite du critère de convergence macroéconomique (8,0%) dans la plupart des pays membres de l'EAC, en raison de faibles niveaux des prix des produits alimentaires et de la stabilité des taux de change.

Par rapport au trimestre précédent, le taux d'inflation a diminué au quatrième trimestre 2021 au Burundi (9,5 contre 10,2%) et au Kenya (6,0 contre 6,7%). Par contre, il a légèrement augmenté en Ouganda (2,5 contre 2,2%), en Tanzanie (4,6 contre 4,4%) et au Rwanda (1,2% contre une déflation de 0,6%).

Par rapport au même trimestre de 2020, l'inflation a décéléré au Rwanda (1,2 contre 5,1%) et en Ouganda (2,5 contre 3,9%) tandis qu'elle a augmenté en Tanzanie (4,6 contre 3,1%), au Kenya (6,0 contre 5,3%) et au Burundi (9,5 contre 8,0%).

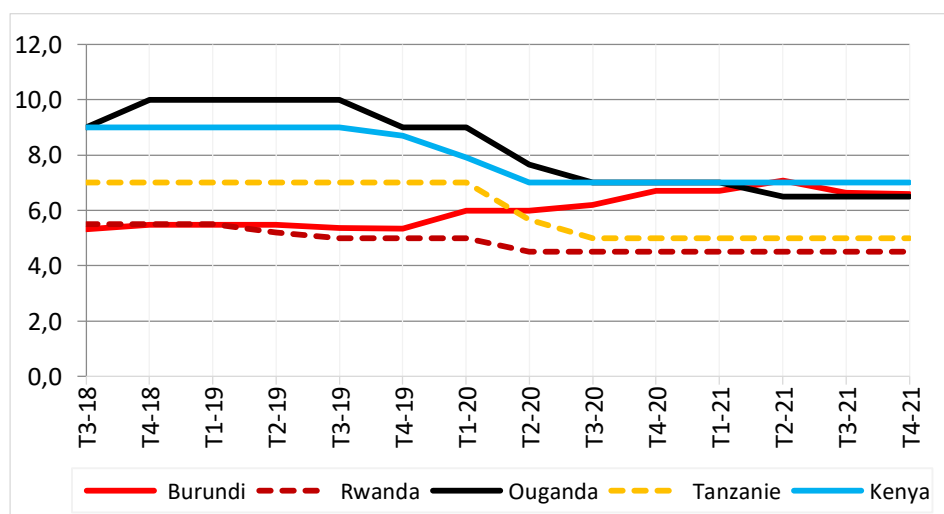
Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CEA (en %)



Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

Au cours du quatrième trimestre 2021, les banques centrales des pays de la CEA ont poursuivi des politiques monétaires accommodantes en vue de créer des conditions de financement plus assouplies de leurs économies et stimuler la croissance qui a été perturbée par les effets de la pandémie de la Covid-19.

Graphique 3 : Taux d'intérêts des banques centrales



Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

Comparés au trimestre précédent, les taux d'intérêt directeurs des banques centrales du Rwanda (4,5%), du Kenya (7,0%), de la Tanzanie (5,0%), de l'Ouganda (6,5%) et le taux moyen de la facilité de prêt marginal s'est établi à 6,6% au Burundi, sont restés constants au quatrième trimestre 2021.

Au niveau des taux de change, toutes les monnaies des pays de la CEA ont fluctué dans la limite convenue dans le cadre du maintien de la stabilité du taux de change (+/-5,0%).

Tableau 5 : Cours de change du dollar américain par rapport aux monnaies des pays de la CEA

	Fin de période				
	USD/TZS	USD/RWF	USD/UGX	USD/KSH	USD/BIF
déc-20	2 298,45	972,48	3 650,07	109,07	1 946,40
mars-21	2 298,50	979,28	3 663,93	109,41	1 960,81
juin-21	2 298,90	987,14	3 556,71	107,75	1 976,04
sept-21	2 297,30	997,53	3 542,67	110,39	1 991,16
déc-21	2 295,30	1 009,61	3 544,40	112,39	2 006,10
Variation dec-21/dec-20 (%)	-0,14	3,82	-2,90	3,04	3,07
Variation dec-21/sept-21 (%)	-0,09	1,21	0,05	1,81	0,75

Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

2.1. Production et prix

La production du thé sec a augmenté de 15,6% au quatrième trimestre 2021 par rapport à la même période de l'année précédente, s'établissant à 2.790,5 contre 2.413,7 tonnes, suite à la bonne pluviosité. De même, la production du café vert a augmenté de 50,4%, s'établissant à 7.064,5 contre 4.695,7 tonnes à la même période de 2020, en liaison avec la cyclicité du caféier.

L'indice moyen de la production industrielle a baissé de 1,6% par rapport au quatrième trimestre de 2020, suite à la diminution de la production des industries alimentaires (-3,9%) notamment le sucre (-57,0%) et les cigarettes (-13,8%) ainsi que celle de l'industrie des matériaux de construction (-75,0%), particulièrement l'absence de production des tubes en PVC durant le quatrième trimestre de 2021. De même, par rapport au trimestre précédent, cet indice a chuté de 12,5%, passant de 182,2 à 152,6.

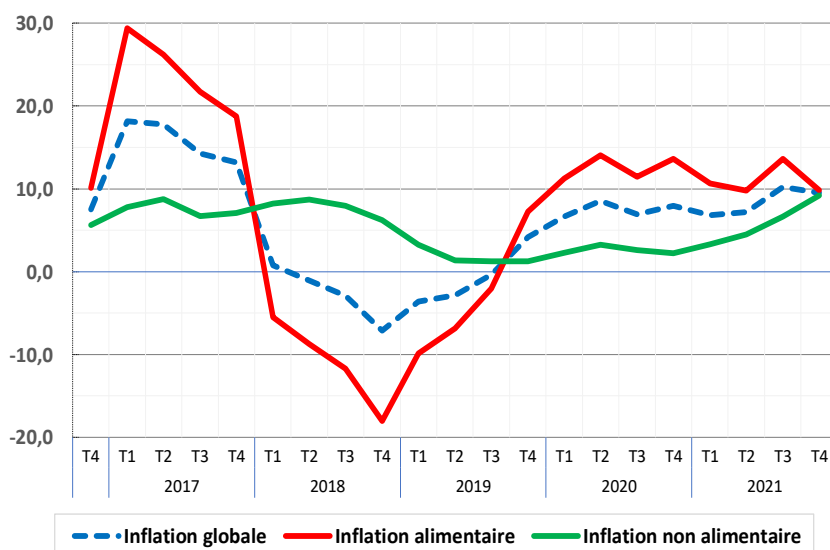
La production d'électricité de la REGIDESO s'est accrue de 1,4% en glissement annuel, passant de 62.837 à 63.724 Mégawatts, en liaison avec l'accroissement de la production des centrales thermiques. Par contre, elle a baissé de 1,4% par rapport au trimestre précédent.

Le volume des marchandises transitant au Port de Bujumbura s'est accru de 9,9% en glissement annuel et de 2,7% en glissement trimestriel, suite particulièrement à l'augmentation des importations de ciment.

A l'Aéroport International Melchior NDADAYE, le nombre de passagers s'est fortement accru en glissement annuel, passant de 16.755 à 51.546 passagers, en rapport avec la reprise des vols. Par rapport au trimestre précédent, le nombre de passagers a augmenté de 3,8%. De même, le trafic des aéronefs s'est accru tant en glissement annuel qu'en glissement trimestriel, s'établissant à 1.234 contre 652 vols à la même période de 2020 et 1.144 vols au trimestre précédent.

L'inflation a baissé au quatrième trimestre 2021, s'établissant à 9,5 contre 10,2% au trimestre précédent, suite à diminution de l'inflation alimentaire (9,8 contre 13,6%), l'inflation non alimentaire ayant augmenté (9,2 contre 6,6%).

Graphique 4 : Inflation par principales composantes (en %)



Source : BRB, à partir des données de l'ISTEEBU

Par rapport à celle du même trimestre de 2020, l'inflation a augmenté (9,5 contre 8,0%), suite à l'augmentation de l'inflation non alimentaire (9,2 contre 2,2%), l'inflation alimentaire ayant baissé (9,8 contre 13,7%).

Pour l'année 2022, les prévisions montrent que l'activité économique pourrait s'accélérer (4,6 contre 3,1% en 2021), en liaison avec l'amélioration de l'activité dans les secteurs secondaire (4,7 contre 2,1%) et tertiaire (4,8 contre 2,5%). L'inflation pourrait s'établir à 9,2 contre 8,3% réalisée en 2021. Toutefois, ces prévisions de croissance risqueraient d'être révisées à la baisse suite aux répercussions de la guerre en Ukraine, notamment, la hausse des prix du carburant et des denrées alimentaires, de l'incertitude accrue sur les marchés financiers ainsi que les perturbations des chaînes d'approvisionnement, dues à la persistance de la Covid-19.

Tableau 6 : Croissance du PIB réel et inflation (en %)

	2018	2019	2020	2021	2022 (Proj.)
1. Croissance du PIB réel	5,3	4,5	0,3	3,1	4,6
Secteur primaire	7,4	2,8	0,4	4,7	4,3
Secteur secondaire	2,5	1,1	11,3	2,1	4,7
Secteur tertiaire	3,2	7,2	-3,4	2,5	4,8
2. Inflation	-2,6	-0,7	7,5	8,3	9,2

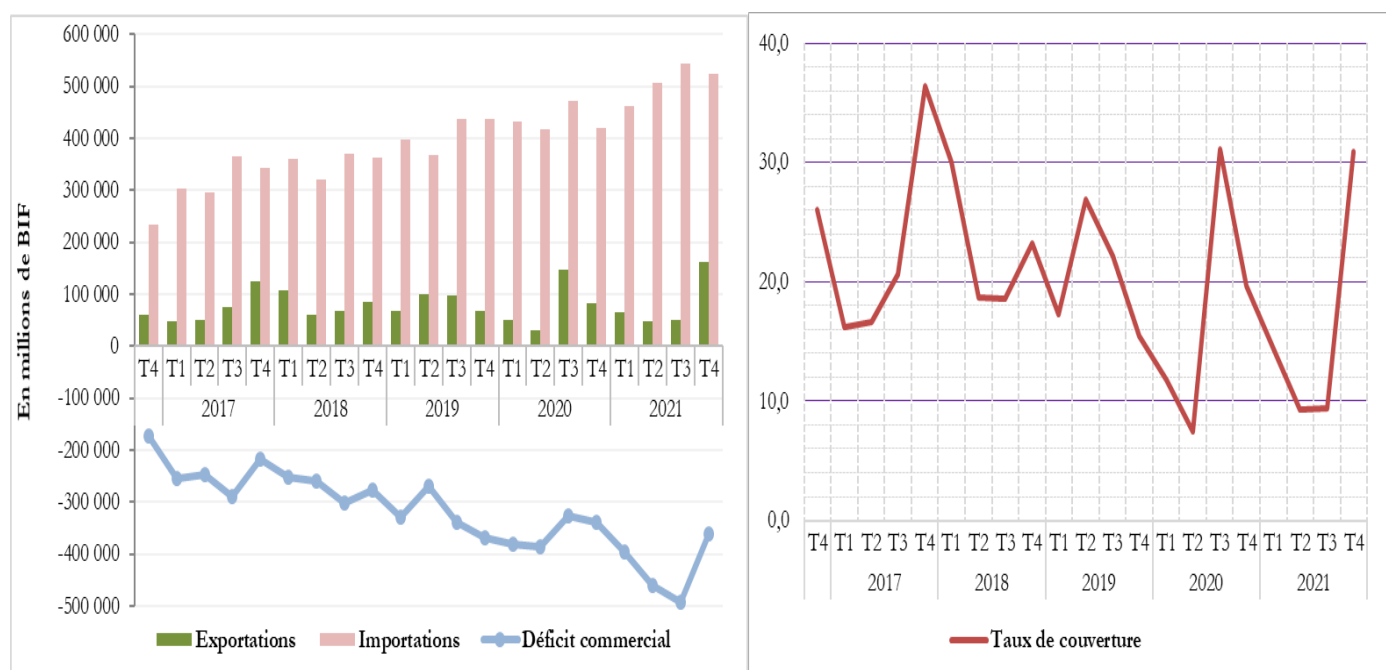
Source : Cadrage macroéconomique, Mars 2022

2.2. Secteur extérieur

2.2.1. Commerce extérieur

Le déficit de la balance commerciale s'est davantage creusé au quatrième trimestre 2021, s'établissant à 361.660,5 contre 337.938,5 MBIF au même trimestre de 2020. Cette dégradation est due à l'augmentation plus importante des importations CIF (523.389,2 contre 420.487,1 MBIF) que celle des exportations CIF (161.728,6 contre 82.548,6 MBIF). Toutefois, le taux de couverture commerciale s'est amélioré, passant de 19,6 à 30,9%.

Graphique 5 : Balance commerciale (en MBIF) et taux de couverture des importations par les exportations (en %)



Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

En glissement annuel, les exportations ont fortement augmenté au quatrième trimestre 2021 (+95,9%), tirées par la hausse des exportations des produits primaires, principalement par l'OR non monétaire dont la valeur exportée a atteint 80 milliards de BIF. En revanche, les exportations du café ont baissé de 24,4% pendant la même période. Concernant les exportations des produits manufacturés, elles ont diminué (-10,3%), notamment les exportations de la farine de blé (-27,7%).

Tableau 7 : Principaux produits exportés (en millions de BIF)

	T4-2020	T3-2021	T4-2021
1. Produits primaires	50 681,8	24 121,4	133 159,6
dont: Café	34 954,2	5 444,6	26 374,6
Thé	7 685,7	12 065,7	11 623,7
Minéraux de Niobium	4 664,0	3 443,4	11 838,9
Or	0,0	0,0	80 170,5
2. Produits manufacturés	31 866,8	26 865,8	28 569,1
dont: Farine de blé	4 516,5	3 159,2	2 284,4
Bières	3 197,2	4 269,8	4 164,4
Cigarettes	3 026,1	3 145,6	3 090,4
EXPORTATIONS TOTALES	82 548,6	50 987,2	161 728,6

Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

Les importations ont progressé de 24,5% au quatrième trimestre 2021 par rapport à celles de la même période de 2020. Cette progression a porté sur toutes les catégories de biens, à savoir les importations de biens destinés à la production (+40,0%), de biens d'équipement (+13,7%) et de biens de consommation (+13,5%).

Tableau 8 : Principaux produits importés (en millions de BIF)

	T4-2020	T3-2021	T4-2021
1. Biens de production	173 568,6	264 907,4	242 991,3
dont: Huiles minérales	50 308,2	103 845,1	95 898,3
Métallurgie	26 678,7	37 644,2	46 801,3
Alimentation	31 330,7	41 839,5	21 487,4
Construction	21 610,5	31 509,4	32 834,9
Agriculture et élevage	22 573,7	20 984,9	17 544,5
2. Biens d'équipement	90 751,9	94 551,2	103 159,8
dont: Chaudières, engins mécaniques	24 004,7	31 104,7	35 479,7
Tracteurs, véhicules et engins/ transport	27 693,0	26 932,6	27 176,8
Matériel électrique	20 507,4	21 037,6	24 814,5
3. Biens de consommation	156 166,6	184 758,6	177 238,1
dont: Alimentaires	42 444,6	58 136,4	40 231,4
Pharmaceutiques	33 237,2	23 009,1	38 519,6
Véhicules	22 017,6	20 614,5	21 726,7
Textiles	15 541,2	20 475,3	18 958,6
TOTAL	420 487,1	544 217,2	523 389,2

Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

L'accroissement des importations de biens de production a, principalement, résulté de la hausse des importations des huiles minérales qui ont presque doublé (+90,6%), des biens métallurgiques (+75,4%) et des biens de construction (+51,9%). En revanche, les importations des biens de

production alimentaire et ceux destinées à l'agriculture et élevage ont baissé de 31,4% et 22,3%, respectivement.

La hausse des importations de biens d'équipement a, essentiellement, porté sur les chaudières et engins mécaniques (+47,8%) et le matériel électrique (+21,0%). L'augmentation des importations de biens de consommation a concerné, en grande partie, les produits pharmaceutiques (+15,9%) et les textiles (+22,0%).

Sur toute l'année 2021, le déficit commercial a atteint 1.709,0 contre 1.430,9 milliards de BIF enregistré l'année précédente. Ce déficit est tiré par une forte hausse des importations (2.035,3 contre 1.741,9 milliards de BIF) qui, sont par ailleurs, plus importante que les exportations (326,2 contre 311,0 milliards de BIF).

2.2.2. Balance des paiements

La balance des paiements du quatrième trimestre 2021 a enregistré un déficit du compte courant plus élevé que celui du même trimestre de l'année précédente (139.112,5 contre 32.310,3 MBIF). Ce creusement du déficit des transactions courantes est principalement expliqué par la détérioration du déficit des services (111.151,3 contre 7.292,7 MBIF) et de celui des biens (290.067,0 contre 270.029,0 MBIF). Toutefois, l'excédent des revenus secondaires s'est amélioré (254.855,1 contre 235.892,1 MBIF), en liaison avec la hausse des transferts aussi bien publics (+18,6%) que privés (+5,3%), ces derniers représentant 77,3% du total des revenus secondaires.

Tableau 9 : Balance des paiements (en MBIF)

	T4-2020	T4-2021
COMPTE COURANT	-32 310,3	-139 112,5
Crédit	458 382,6	494 817,8
Débit	490 692,9	633 930,4
Biens	-270 029,0	-290 067,0
Exportations FOB	91 582,6	161 758,3
Importations FOB	361 611,6	451 825,3
Services	-7 292,7	-111 151,3
Crédit	105 753,6	48 602,3
Débit	113 046,3	159 753,6
Revenus primaires	9 119,3	7 250,7
Crédit	12 634,8	14 191,6
Débit	3 515,5	6 940,9
Revenus secondaires	235 892,1	254 855,1
Crédit	248 411,6	270 265,6
Débit	12 519,5	15 410,6
COMPTE DE CAPITAL	69 631,1	61 194,8
Crédit	69 999,8	61 289,6
Débit	368,7	94,8
Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte courant et de capital	37 320,8	-77 917,8
COMPTE FINANCIER		
Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte financier	-10 860,0	-51 376,0
Investissements directs	-7 869,4	-5 274,9
Acquisition nette d'actifs financiers	4,8	0,0
Accroissement net de passifs	7 874,2	5 274,9
Investissements de portefeuille	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
Dérivés financiers et option sur titres	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
Autres investissements	-42 701,7	-21 600,2
Acquisition nette d'actifs financiers	65 750,3	44 140,1
Accroissement net de passifs	108 451,9	65 740,3
<i>dont allocation DTS</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
Avoirs de réserves	39 711,1	-24 500,9
ERREURS ET OMISSIONS	-48 180,8	26 541,7

Source : BRB

La détérioration du déficit des services a principalement résulté de la diminution des recettes au titre des services fournis aux administrations publiques étrangères (22.666,2 contre 87.370,9 MBIF), essentiellement les opérations de maintien de la paix. De même, le déficit des services de transport s'est détérioré (93.000,5 contre 75.631,6 MBIF).

L'excédent du compte de capital a diminué au quatrième trimestre 2021, s'établissant à 61.194,8 contre 69.631,1 MBIF au même trimestre de 2020, principalement en rapport avec la remise de dettes de 13.106,6 MBIF que le pays a bénéficiée au quatrième trimestre de l'année précédente.

Au quatrième trimestre 2021, le compte financier a enregistré des entrées nettes de capitaux de 51.376,0 contre 10.860,0 MBIF à la même période de l'année précédente, principalement au titre des investissements directs (5.274,9 contre 7.869,4 MBIF) et des autres investissements (21.600,2 contre 42.701,7 MBIF). Les avoirs de réserves ont diminué de 24.500,9 contre une augmentation de 39.711,1 MBIF enregistrée à la même période de l'année précédente.

2.3. Finances et dette publiques

Au quatrième trimestre 2021, le déficit budgétaire (dons inclus) a diminué par rapport à celui du même trimestre de 2020, s'établissant à 9.737,8 contre 17.939,9 MBIF, en liaison avec l'augmentation plus importante des recettes que celle des dépenses.

Tableau 10 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)

	T4-2020	T3-2021	T4-2021
A. RECETTES ET DONNS	349 067,9	375 746,7	362 830,0
a. Recettes	280 871,2	331 431,7	312 862,4
Recettes courantes	280 871,2	331 431,7	312 862,4
Recettes exceptionnelles	-	-	-
b. Dons	68 196,8	44 315,0	49 967,6
courants	-	-	-
en capital	68 196,8	44 315,0	49 967,6
B. DEPENSES	367 007,8	427 474,7	372 567,9
a. Dépenses courantes	253 239,7	331 090,9	269 714,1
dont salaires	119 115,7	122 819,4	120 891,9
b. Dépenses en capital	113 768,2	96 383,8	102 853,8
Sur ressources nationales	29 863,0	12 416,4	33 197,7
Sur prêts et dons extérieurs	83 905,1	83 967,4	69 656,1
SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base engagement)	-17 939,9	-51 728,0	-9 737,8
C. FINANCEMENT	29,7	54 916,9	-39 369,8
a. FINANCEMENT EXTERIEUR NET	12 686,7	33 038,7	169 945,2
b. FINANCEMENT INTERIEUR NET	-12 657,0	21 878,3	-209 315,0
D. ERREURS ET OMISSIONS	17 910,2	-3 188,9	49 107,7

Source : MFBPE

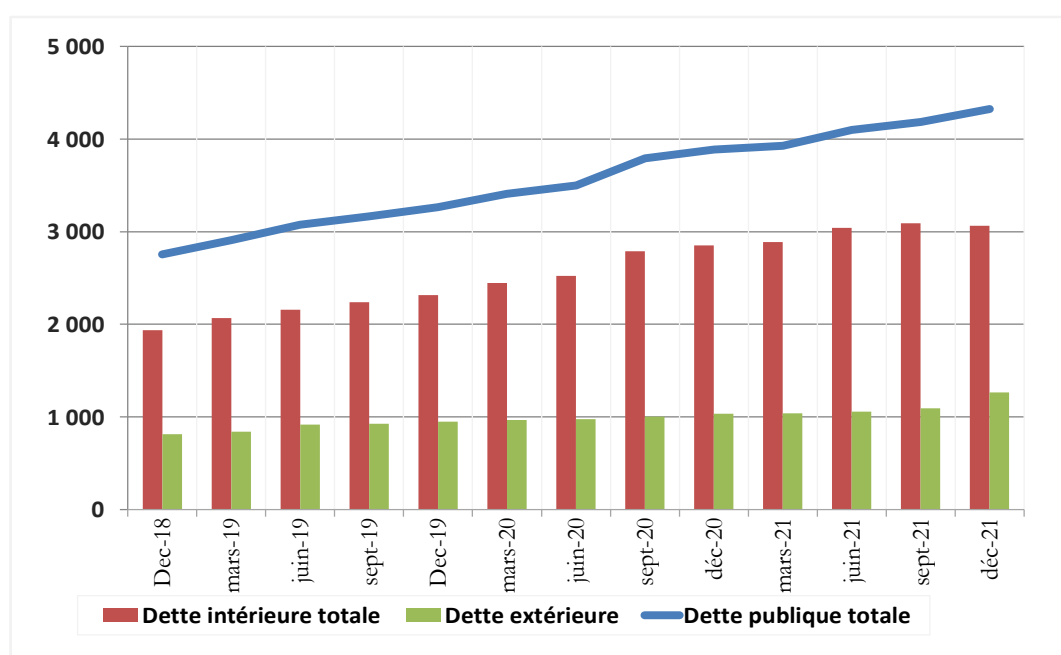
Les recettes courantes se sont accrues de 11,4% en glissement annuel, s'établissant à 312.862,4 contre 280.871,2 MBIF. Par rapport au trimestre précédent, elles ont diminué de 5,6%. Les dons en capital ont régressé de 26,7% en glissement annuel, s'établissant à 49.967,6 contre 68.196,8 MBIF. Par rapport au trimestre précédent, ils ont augmenté de 12,8%.

Les dépenses totales ont légèrement augmenté de 1,5% au quatrième trimestre 2021, se fixant à 372.567,9 contre 367.007,8 MBIF au même trimestre 2020, suite à l'augmentation des dépenses courantes (6,5%); les dépenses en capital ayant diminué (-9,6%). Par contre, les dépenses ont

diminué de 12,8% par rapport au trimestre précédent, en liaison avec la diminution des dépenses courantes (-18,5%).

La dette publique a augmenté de 11,4% à fin décembre 2021, se fixant à 4.327,5 contre 3.886,3 Mds de BIF à fin décembre 2020. Par rapport à la fin du trimestre précédent, la dette publique s'est accrue de 3,4%. L'augmentation de la dette publique a porté aussi bien sur la dette intérieure que sur la dette extérieure. Le ratio de la dette publique sur PIB a légèrement diminué, s'établissant à 57,7 contre 58,4% à la même période de 2020.

Graphique 6 : Evolution de la dette publique (MBIF)



Source : BRB, à partir des données du MFBPE

La dette intérieure a annuellement progressé de 7,5% à fin décembre 2021, passant de 2.850,4 à 3.063,2 Mds de BIF. Par rapport à fin du trimestre septembre 2021, elle a reculé de 1,0%. Composée essentiellement des titres du Trésor et des avances de la Banque Centrale, la dette intérieure représente 70,8% de la dette publique totale.

La dette extérieure s'est accrue de 22,0% en glissement annuel, passant de 1.036,0 à 1.264,3 Mds de BIF, en liaison avec les tirages (231.298,7 MBIF) et les plus-values de réévaluation (19.304,2 MBIF) qui ont dépassé l'amortissement de la dette (22.281,6 MBIF).

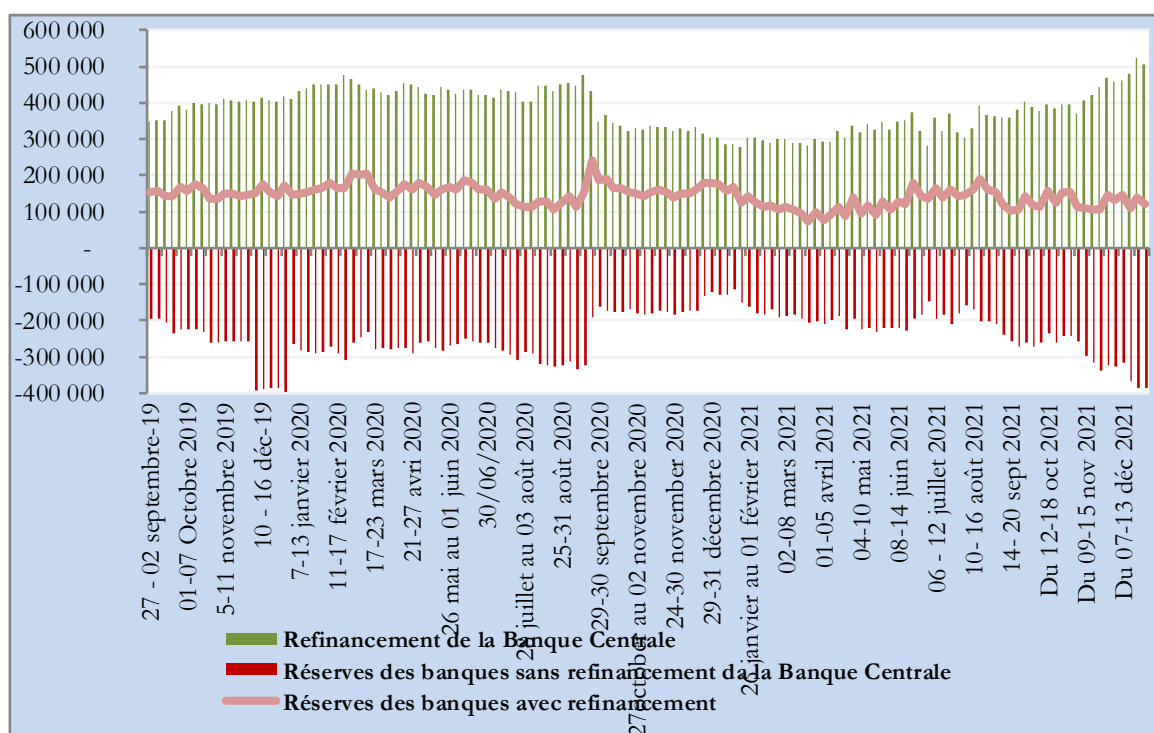
2.4. Secteur monétaire

2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts

Au quatrième trimestre 2021, les réserves des banques ont diminué par rapport au trimestre précédent et à la même période de 2020. Sans interventions de la Banque Centrale, elles se seraient établies, en moyenne hebdomadaire, à -302.695 contre -205.837 MBIF au trimestre précédent et -170.268 MBIF au même trimestre de 2020.

Suite à cette baisse, la Banque Centrale a augmenté le volume de ses interventions sur le marché monétaire. En effet, le refinancement a atteint 430.566 MBIF, en moyenne hebdomadaire, au quatrième trimestre 2021, contre 349.629 MBIF au troisième trimestre 2021 et 330.040 MBIF à la même période de 2020. Dans le cadre du refinancement des secteurs porteurs de croissance, le volume du refinancement a augmenté, en moyenne hebdomadaire, se fixant à 309.851 contre 210.227 MBIF au trimestre précédent et 14.608 MBIF au même trimestre de l'année précédente.

Graphique 7 : Réserves des banques et interventions de la BRB (en MBIF)

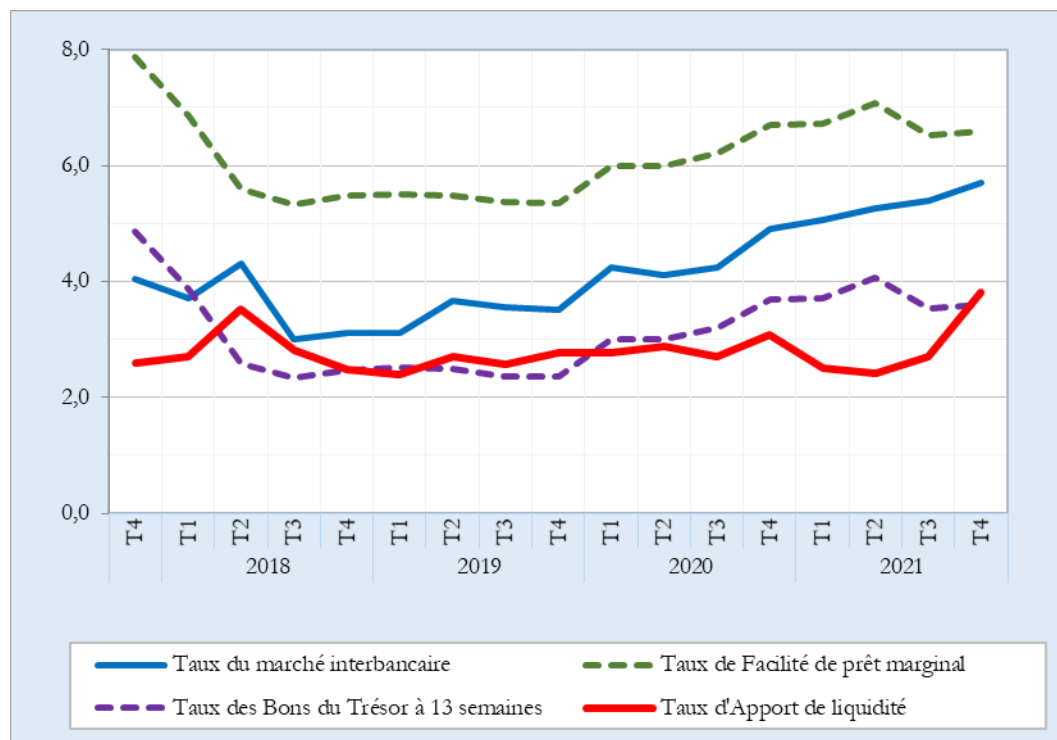


Source : BRB

D'un trimestre à l'autre, les taux d'intérêt du marché monétaire ont légèrement augmenté dans l'ensemble suite à la baisse des réserves des banques. En effet, le taux moyen du marché interbancaire a augmenté, passant de 5,40 à 5,70%, celui sur les opérations d'apport de liquidité

est passé de 2,70 à 3,82% et celui de la facilité de prêt marginal s'est établi à 6,59 contre 6,53%, suite à la hausse de celui sur les bons du Trésor à 13 semaines auquel il est indexé, soit 3,59 contre 3,53%.

Graphique 8 : Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)

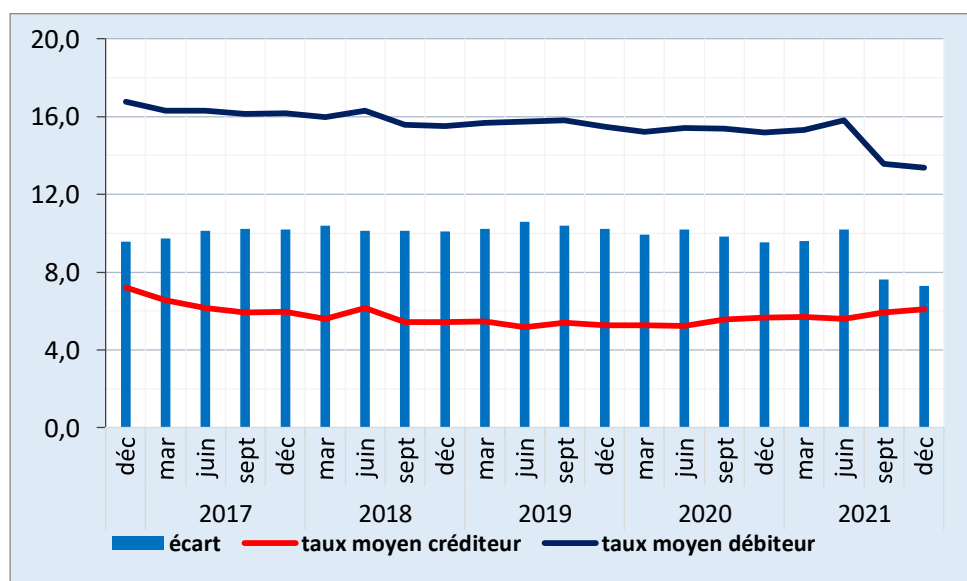


Source : BRB

Le taux d'intérêt moyen de l'encours des crédits a légèrement diminué à fin décembre 2021, s'établissant à 13,36 contre 13,59% à fin septembre 2021 et 15,18% à fin décembre 2020. En glissement annuel, cette diminution a concerné les taux d'intérêt sur les crédits à court terme (14,39 contre 15,67%), à moyen terme (12,57 contre 15,68%) et ceux à long terme (11,23 contre 12,11%).

Le taux d'intérêt moyen sur les crédits distribués au cours du quatrième trimestre 2021 a légèrement augmenté par rapport au trimestre précédent (12,42 contre 12,06%), alors qu'il a baissé par rapport à celui du même trimestre de 2020 (13,95%).

Graphique 9 : Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens (en %)



Source : BRB

Le taux d'intérêt créditeur moyen a légèrement augmenté à fin décembre 2021 par rapport à fin septembre 2021 et à fin décembre 2020, se fixant à 6,08 contre 5,94% et 5,66%, respectivement. En glissement annuel, cette augmentation a concerné les taux sur les dépôts à vue rémunérés (3,20 contre 2,75%), les comptes sur livret (4,87 contre 4,75%) et sur les dépôts à terme et d'épargne (6,28 contre 6,10%).

2.4.2. Base monétaire

D'une fin de trimestre à l'autre, la base monétaire a diminué de 6,3% à fin décembre 2021, s'établissant à 787.639,5 contre 840.987,5 MBIF. Cette diminution a concerné les dépôts des autres institutions de dépôt (-28,3%) et ceux classés dans les dépôts divers (-5,6%), tandis que ceux des autres sociétés financières (+4,4%) et les billets et pièces en circulation (+2,8%) ont augmenté.

S'agissant des contreparties de la base monétaire, les avoirs intérieurs nets ont diminué de 6,3% d'une fin de trimestre à l'autre. Cette diminution a résulté de l'évolution contrastée de ses composantes. De fait, les créances nettes de la BRB sur l'Etat ont diminué de 53,0% tandis que les autres postes nets ont augmenté de 16,4%. La diminution des avoirs intérieurs nets ont entraîné une décroissance trimestrielle de la base monétaire à hauteur de 7,4 points de pourcentage.

En revanche, les avoirs extérieurs nets, quant à eux, se sont accrus de 6,1% et ont contribué positivement à la croissance de la base monétaire à concurrence de 1,1 point de pourcentage.

Tableau 11 : Base monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	déc. 2020	sept. 2021	déc. 2021	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Billets et pièces en circulation	503 703,5	551 949,2	567 563,8	2,8	12,7
Dépôts des autres institutions de dépôts	225 594,1	232 814,0	166 819,3	-28,3	-26,1
Dépôts des autres institutions financières	4 005,2	1 656,8	1 729,1	4,4	-56,8
Dépôts divers	45 673,9	54 567,5	51 527,3	-5,6	12,8
Base monétaire = Contreparties	778 976,7	840 987,5	787 639,5	-6,3	1,1
Avoirs extérieurs nets	-93 105,3	-150 538,6	-141 348,1	6,1	-51,8
Avoirs intérieurs nets	872 082,0	991 526,1	928 987,6	-6,3	6,5
-Créances nettes sur l'Etat	438 033,6	324 019,4	152 245,7	-53,0	-65,2
-Autres postes nets	434 048,4	667 506,7	776 741,9	16,4	79,0

Source : BRB

En glissement annuel, la base monétaire a augmenté de 1,1%, en rapport avec l'accroissement des billets et pièces en circulation (+12,7%) et des dépôts divers (+12,8%) qui a légèrement dépassé la diminution des avoirs des autres institutions de dépôts (-26,1%) et des autres sociétés financières (-56,8%).

Au niveau des contreparties, les avoirs intérieurs nets se sont accrus de 6,5% et ont contribué à la croissance annuelle de la base monétaire à concurrence de 7,3 points de pourcentage. En revanche les avoirs extérieurs nets, qui ont diminué de 51,8%, ont exercé une incidence restrictive sur la croissance de la base monétaire à hauteur de 6,2 points de pourcentage.

Tableau 12 : Origine de la variation de la base monétaire à fin décembre 2021

	Par rapport à sept 2021	Par rapport à déc 2020
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	1,1	-6,2
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	-7,4	7,3
dont: -Créances nettes sur l'Etat	-20,4	-36,7
-Autres postes nets	13,0	44,0
Base monétaire	-6,3	1,1

Source : BRB

2.4.3. Masse monétaire et contreparties

En glissement trimestriel, la masse monétaire (M3) s'est accrue de 0,5% à fin décembre 2021, se fixant à 3.344,1 contre 3.326,8 Mds de BIF. Cette augmentation a porté sur la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts (+4,6%), les placements à terme et d'épargne (+2,7%) et les dépôts en devises des résidents (+8,8%). Par contre, les dépôts à vue en BIF ont diminué (-3,0%).

S'agissant des contreparties de M3, les avoirs intérieurs nets ont diminué de 1,7% et ont agi négativement sur la croissance de la base monétaire à concurrence de 2,0 points de pourcentage, alors que les avoirs extérieurs nets ont augmenté de 20,4% et ont entraîné une incidence expansive sur la croissance de la masse monétaire à hauteur de 2,5 points de pourcentage.

La baisse des avoirs intérieurs nets a principalement concerné les créances nettes sur l'Etat (-9,8%) et les autres postes nets (-7,0%), tandis que les créances sur l'économie ont augmenté (+8,6%).

Tableau 13 : Masse monétaire et contreparties (en MBIF)

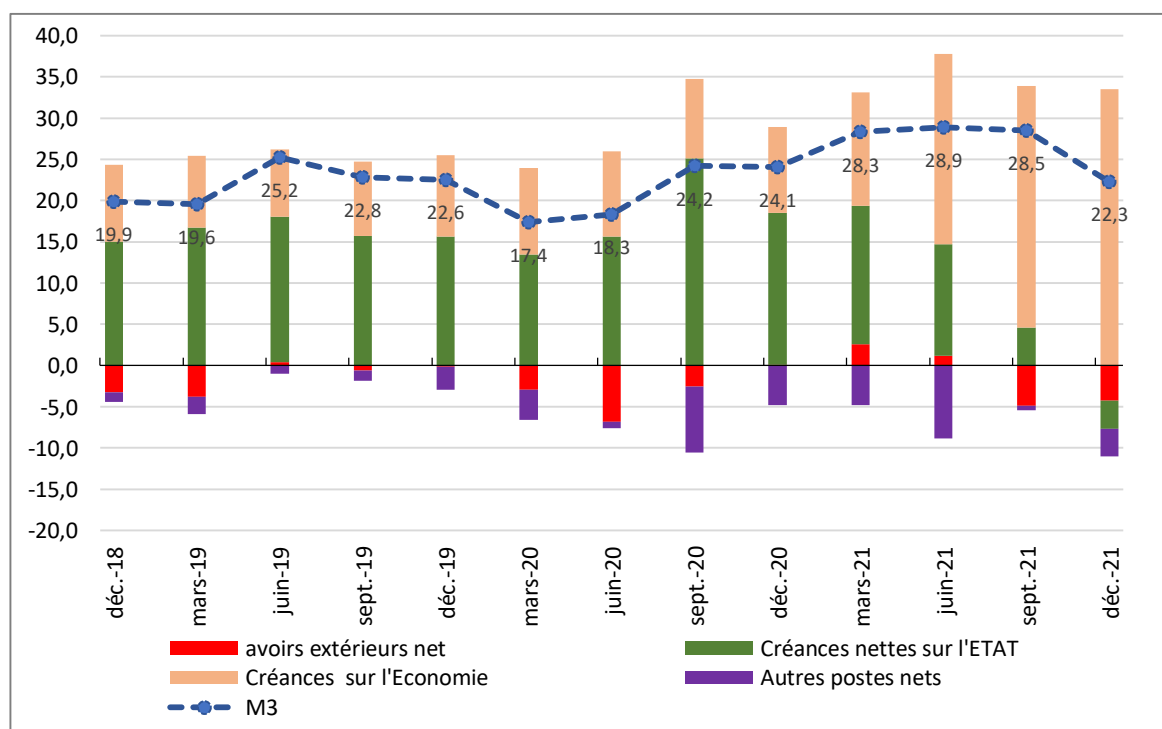
	déc-20	sept-21	déc-21	variation (en %)	
				trimestrielle	annuelle
Circulation fiduciaire hors institutions de dépôt	433 279,2	452 798,0	473 809,3	4,6	9,4
Dépôts à vue	1 369 841,3	1 675 444,2	1 625 228,2	-3,0	18,6
Dépôts à terme et d'épargne	723 398,0	964 342,7	990 331,2	2,7	36,9
Dépôts en devises des résidents	207 328,5	234 167,7	254 710,7	8,8	22,9
Masse monétaire (M3)= Contreparties	2 733 847,0	3 326 752,6	3 344 079,4	0,5	22,3
AEN	-205 016,1	-405 163,9	-322 600,5	20,4	-57,4
AIN	2 938 863,1	3 731 916,5	3 666 679,9	-1,7	24,8
-Crédit intérieur	3 463 032,7	4 309 525,8	4 284 732,1	-0,6	23,7
Créances nettes sur l'Etat	2 025 750,7	2 143 548,1	1 932 441,1	-9,8	-4,6
Créances sur l'économie	1 437 282,0	2 165 977,7	2 352 291,0	8,6	63,7
-Autres postes nets	-524 169,6	-577 609,3	-618 052,2	-7,0	-17,9

Source : BRB

En glissement annuel, la masse monétaire (M3) a augmenté de 22,3%. Cette augmentation a porté sur toutes ses composantes, à savoir : les dépôts à vue (+18,6%), les placements à terme et d'épargne (+36,9%), les avoirs en devises des résidents (+22,9%) et la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts (+9,4%).

La croissance des contreparties de M3 a porté sur les avoirs intérieurs nets (+24,8%) qui ont contribué à la croissance de la masse monétaire à hauteur de 26,7 points de pourcentage. Par contre, les avoirs extérieurs nets ont diminué de 57,4% et ont exercé une incidence restrictive sur l'augmentation de la masse monétaire à hauteur de 4,3 points de pourcentage.

Graphique 10 : Contribution à la croissance de la masse monétaire par ses contreparties



Source : BRB

L'augmentation des avoirs intérieurs nets a été tirée par l'accroissement des créances sur l'économie (+63,7%), à la suite des refinancements des secteurs porteurs de croissance économique et des autres secteurs de l'économie nationale. En revanche, les créances nettes sur l'Etat ont diminué (-4,6%), suite à l'augmentation de dépôts du secteur gouvernemental (+44,8%), principalement due aux fonds de contreparties de la Facilité de Crédit Rapide (152.126,4 MBIF), partiellement contrebalancée par la hausse des créances brutes (+7,0%).

2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire

A fin décembre 2021, les avoirs extérieurs du secteur bancaire ont diminué de 2,7%, en glissement trimestriel, alors qu'ils ont augmenté de 69,1%, en glissement annuel.

Tableau 14 : Avoirs extérieurs (en MUSD)

	Fin de période			variation (%)	
	déc-20	sept-21	déc-21	trimestrielle	annuelle
BRB	129,1	311,3	296,1	-4,9	129,3
Dont: Réserves officielles	94,4	282,3	267,0	-5,4	182,7
Banques commerciales	100,7	87,9	92,5	5,2	-8,2
Total	229,8	399,2	388,6	-2,7	69,1

Source : BRB

En glissement trimestriel les avoirs extérieurs de la BRB ont reculé de 4,9% à fin décembre 2021 contre une augmentation de 129,3% en glissement annuel, s'établissant à 296,1 contre 311,3 MUSD à fin septembre 2021 et 129,1 MUSD à fin décembre 2020.

De même, les réserves officielles ont diminué en glissement trimestriel (-5,4%) alors qu'elles ont sensiblement augmenté en glissement annuel (+182,7%). L'accroissement en glissement annuel est en rapport avec la nouvelle allocation de DTS par le FMI (147,6 Millions de DTS) au mois d'août 2021 et la Facilité Rapide de crédit (76,2 Millions de Dollars). Ces réserves couvrent 3,2 mois d'importations de biens et services contre 1,1 mois à la même période de 2020, alors que le seuil minimal est fixé à 4,5 mois dans les critères de convergence de la CEA.

Les avoirs extérieurs des banques commerciales ont augmenté en glissement trimestriel (+5,2%) alors qu'ils ont diminué en glissement annuel (-8,2%), se fixant à 92,5 MUSD à fin décembre 2021, contre 87,9 MUSD à fin septembre 2021 et 100,7 MUSD à fin décembre 2020.

2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

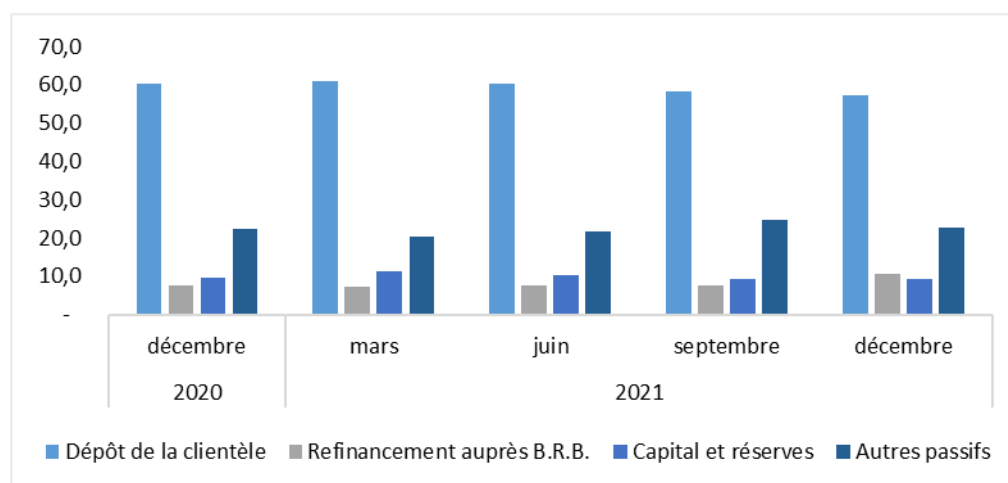
A fin décembre 2021, le bilan agrégé du secteur bancaire s'est amélioré de 26,6% en glissement annuel et de 2,0% en glissement trimestriel. Cette amélioration est liée à la hausse des crédits à l'économie et des placements en titres du Trésor. Au passif, elle est expliquée par l'augmentation des dépôts de la clientèle. Les ratios de solvabilité se sont améliorés tandis que ceux de rentabilité ont légèrement baissé.

2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

2.5.1.1. Principales ressources

En glissement annuel, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 19,8% à fin décembre 2021, s'établissant à 2.816,1 contre 2.351,4 Mds de BIF. Ils ont augmenté de 0,1% en glissement trimestriel. Les refinancements de la Banque Centrale aux établissements de crédit se sont accrus de 77,5%, atteignant 530,8 contre 299,1 Mds de BIF et de 41,5% d'un trimestre à l'autre.

Graphique 11 : Répartition des ressources (% du total)



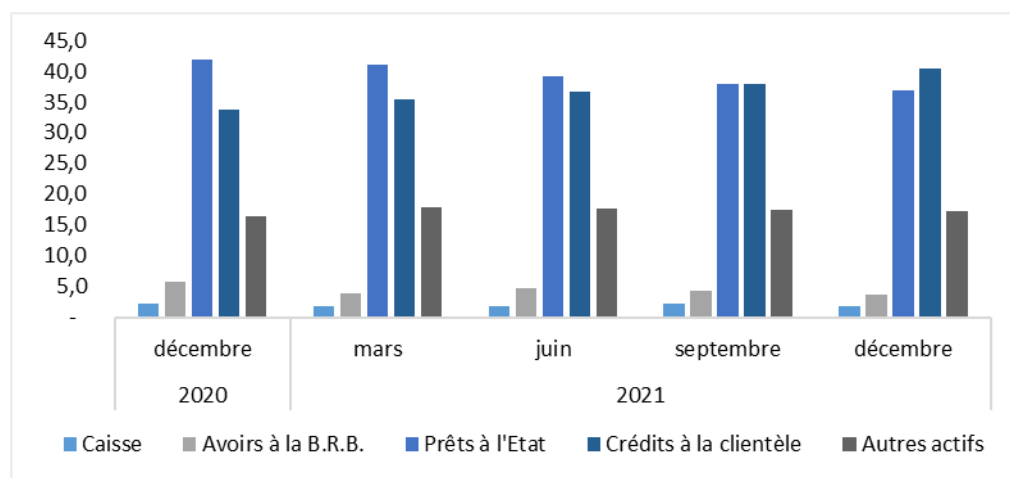
Source : BRB

2.5.1.2. Principaux emplois

Les crédits à la clientèle ont augmenté de 52,3% en glissement annuel, s'établissant à 1.996,0 contre 1.310,9 Mds de BIF à fin décembre 2020, et de 9,2% d'une fin de trimestre à l'autre. Le crédit à l'Etat sous forme de titres du Trésor a augmenté de 11,5% en glissement annuel,

passant de 1.631,8 à 1.818,7 Mds de BIF à fin décembre 2021. Par rapport au trimestre précédent, il a diminué de 1,0%.

Graphique 12 : Répartition des emplois du secteur bancaire (% du total)



Source : BRB

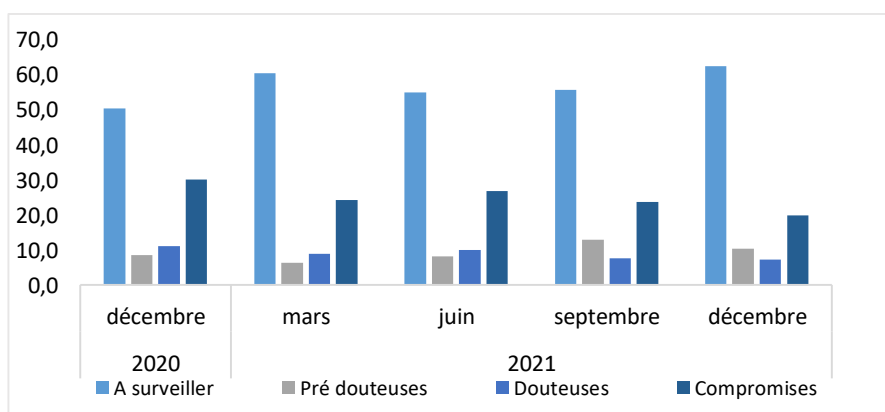
2.5.2. Stabilité Financière

2.5.2.1. Qualité du portefeuille crédits

Les créances impayées¹ ont augmenté de 30,4% en glissement annuel, passant de 139.654,4 à 182.104,0 MBIF à fin décembre 2021, et de 10,7% en glissement trimestriel. La proportion des créances non performantes dans le total des créances impayées a reculé de 12,2 points de pourcentage, se fixant à 37,5 contre 49,7%. Inversement, la part des créances à surveiller a augmenté de 12,2 points de pourcentage, s'établissant à 62,5% du total des créances impayées contre 50,3% à fin décembre 2020.

¹Tout prêt accusant au moins une mensualité impayée.

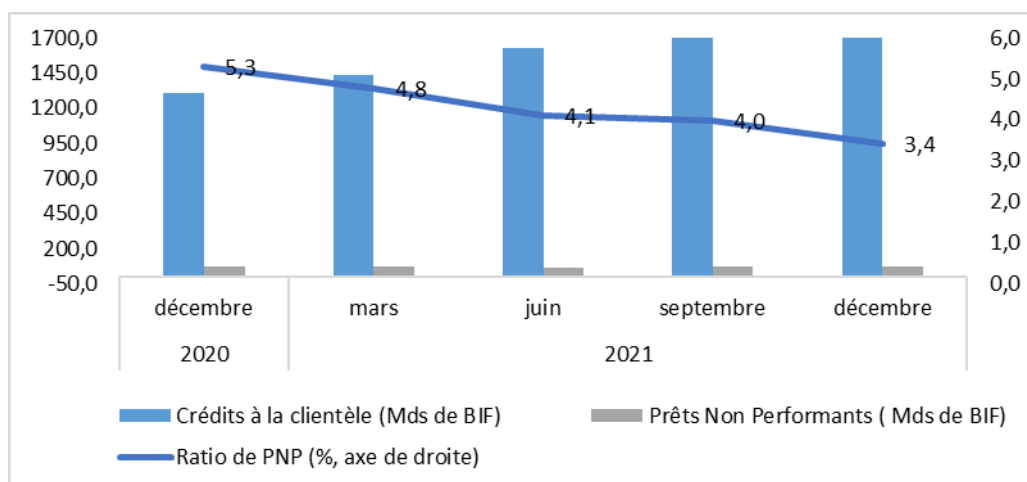
Graphique 13 : Créances impayées par classe (% du total)



Source : BRB

La qualité du portefeuille crédits s’est légèrement améliorée à fin décembre 2021. Le taux de détérioration du portefeuille crédits s’est établi à 3,4 contre 5,3% à la période correspondante en 2020 et 4,0% à fin septembre 2021.

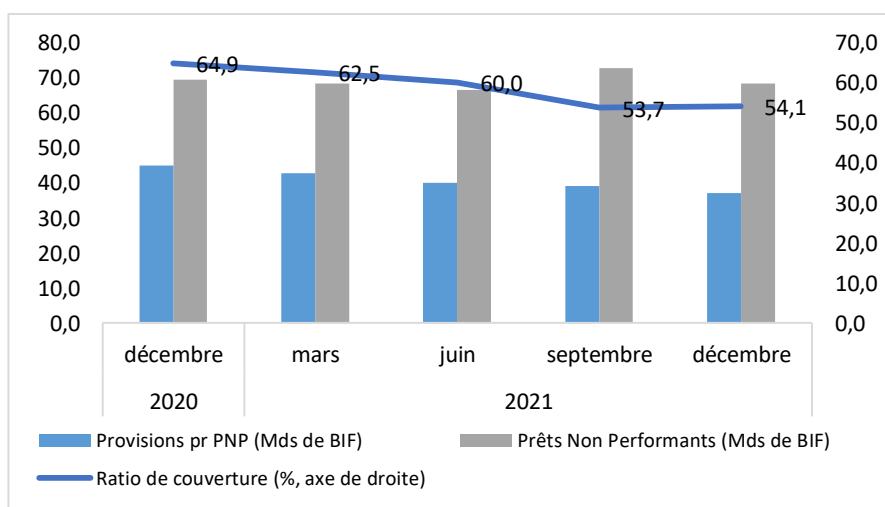
Graphique 14 : Evolution du ratio des prêts non performants



Source : BRB

En glissement annuel, le ratio de couverture des prêts non performants par les provisions a diminué, s’établissant à 54,1% à fin décembre 2021 contre 64,9% à fin décembre 2020 et 53,7% à fin septembre 2021. Cette diminution est liée à la radiation des encours de crédits demeurés impayés pendant une période supérieure ou égale à 24 mois.

Graphique 15 : Evolution des provisions et taux de couverture (en %)

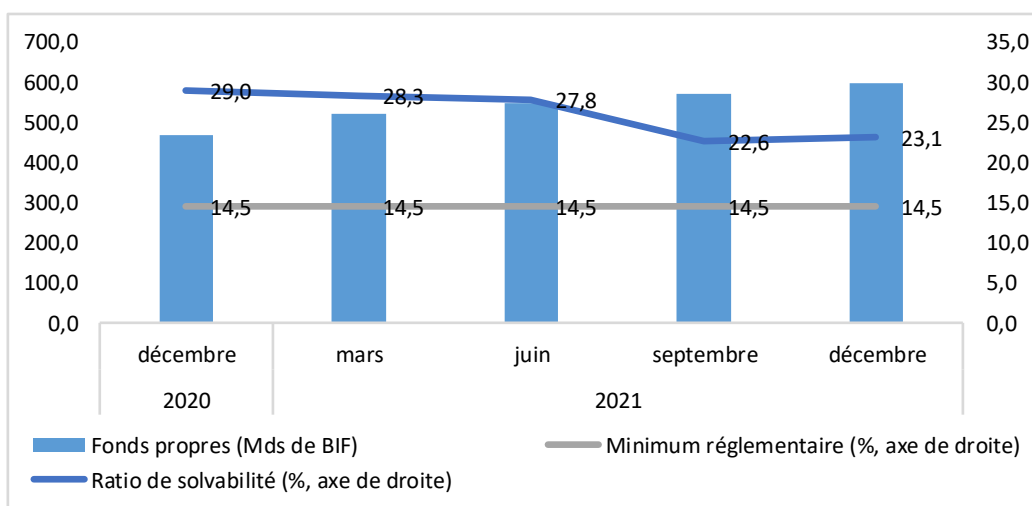


Source : BRB

2.5.2.2. Adéquation des fonds propres

A fin décembre 2021, les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 29,3% en glissement annuel, se fixant à 595,4 contre 460,4 Mds de BIF et de 4,4% par rapport à fin septembre 2021. Le ratio de solvabilité globale s'est établi à 23,1% à fin décembre 2021 contre 22,4% à fin décembre 2020 et 22,6% à fin septembre 2021.

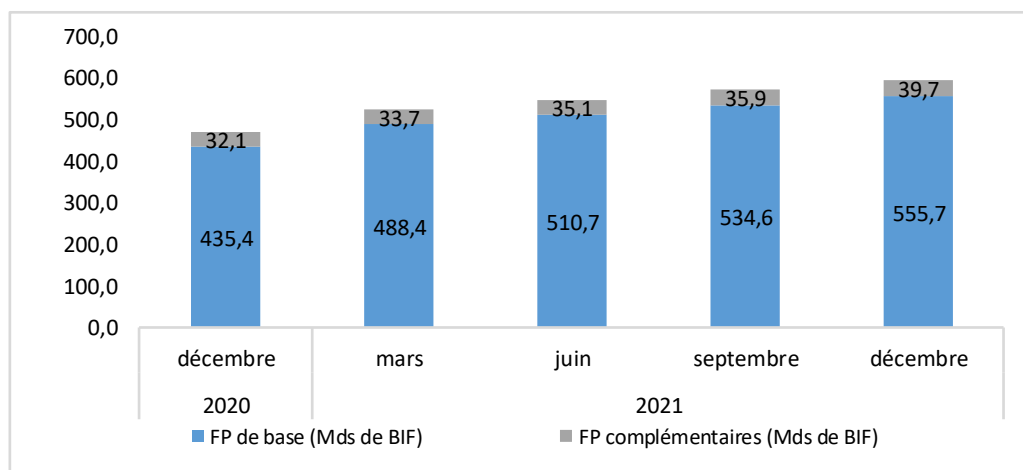
Graphique 16 : Evolution des fonds propres et ratio de solvabilité



Source : BRB

Par rapport à fin décembre 2020, les fonds propres de base ont augmenté de 29,6% à fin décembre 2021, se fixant à 555,7 contre 428,7 Mds de BIF, en liaison avec l'amélioration des réserves. Par rapport au trimestre précédent, ils ont augmenté de 3,9%.

Graphique 17 : Composition des fonds propres (Mds de BIF)



Source : BRB

2.5.2.3. Rentabilité du secteur bancaire

Le produit net bancaire s'est accru de 12,8% à fin décembre 2021, se fixant à 331.106,4 contre 293.545,9 MBIF à fin décembre 2020. De même, le résultat net a augmenté de 18,1%, se fixant à 166.615,3 contre 141.069,1 MBIF à fin décembre 2020. Néanmoins, les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) ont diminué, s'établissant à 3,4 contre 3,6% et à 28,0 contre 30,6%, respectivement.

CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

La croissance économique s'est améliorée au quatrième trimestre 2021 dans les pays avancés de l'OCDE (+1,2 contre +1,1% au trimestre précédent). Cette amélioration est restée faible, suite à la résurgence de nouvelles infections de Covid-19 du nouveau variant, Omicron. En glissement annuel, l'activité économique dans l'ensemble des pays de l'OCDE a rebondi de 4,7% contre une contraction de 2,7% au même trimestre de 2020, principalement tirée par la forte croissance de l'économie américaine (5,6 contre -2,3%) due à la reconstitution des stocks des entreprises pour répondre à la reprise de la demande.

L'inflation a globalement augmenté au quatrième trimestre 2021 dans les principaux pays avancés et dans la plupart des pays émergents, principalement en liaison avec les perturbations des chaînes d'approvisionnements, les prix élevés de l'énergie et autres produits de base.

Dans les perspectives économiques mondiales du FMI d'avril 2022, la croissance économique mondiale devrait passer de 6,1% en 2021 à 3,6% en 2022, suite à la guerre en Ukraine qui a entraîné la hausse des cours des produits énergétiques et des denrées alimentaires ainsi que la montée des incertitudes sur les marchés financiers dues aux sanctions financières imposées à la Russie.

La croissance économique des pays de la CEA devrait ralentir en 2022 (5,3 contre 6,2% en 2021), suite aux répercussions de la guerre en Ukraine qui ont entraîné la flambée des prix du carburant et des denrées alimentaires. Toutefois, cette croissance serait supérieure à celle de toute l'Afrique subsaharienne (3,8%), et soutenue principalement par d'importants investissements en infrastructures et de bonnes productions agricoles dans la plupart de ces pays.

Au niveau de la conjoncture économique nationale, les principales productions du secteur primaire et tertiaire se sont améliorées au cours du quatrième trimestre 2021. Toutefois, l'indice de la production industrielle a régressé. Le déficit de la balance des paiements s'est aggravé, principalement, en liaison avec la détérioration du solde déficitaire des services et celui des biens. Néanmoins, le déficit budgétaire a diminué, suite à l'augmentation plus importante des recettes que celle des dépenses publiques.

La base monétaire et la masse monétaire se sont accrues, en rapport avec l'augmentation des avoirs intérieurs nets. Les principaux indicateurs d'activité et de solidité du secteur bancaire se sont améliorés au quatrième trimestre 2021. Le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé et rentable et toutes les normes réglementaires et prudentielles ont été respectées. Toutefois, les ratios de rentabilité ont légèrement baissé.

Les prévisions macroéconomiques du cadrage montrent que l'activité économique pourrait s'accélérer en 2022, en liaison avec l'amélioration de l'activité dans les secteurs secondaire et tertiaire. L'inflation pourrait légèrement augmenter (9,2 contre 8,3% en 2021). Toutefois, ces prévisions risquent d'être révisées à la baisse, suite aux répercussions de la guerre en Ukraine, notamment, la hausse des prix des produits énergétiques et alimentaires ainsi que l'accroissement de l'incertitude sur les marchés financiers.

Pour soutenir cette accélération de l'activité économique attendue en 2022, la Banque de la République du Burundi va poursuivre la politique monétaire accommodante à travers le refinancement des secteurs porteurs de croissance économique et les autres secteurs de l'économie.

ANNEXES

Annexe 1: PIB par branche en Mds de BIF (au prix de 2005)

	2018	2019	2020	2021	2022
Secteur primaire	535,2	550,3	552,3	578,5	603,2
- Agriculture vivrière	462,8	486,2	490,1	515,8	535,4
- Agriculture d'exportation	21,9	17,9	21,2	18,2	19,9
- Café	7,1	2,8	5,5	2,1	2,9
- Thé	12,5	13,6	13,6	13,8	14,4
- Autres cultures d'exportation	2,4	1,5	2,1	2,3	2,6
- Forêt	14,3	14,0	14,9	15,0	16,2
- Elevage	31,9	28,1	21,7	25,0	27,0
- Pêche	4,2	4,1	4,4	4,5	4,7
Secteur secondaire	355,9	360,0	400,6	408,9	428,3
- Extraction	11,0	11,3	11,2	11,3	12,2
- Industries	242,4	243,7	255,8	255,5	266,6
- Industries agroalimentaires	191,4	192,5	200,7	201,8	210,9
- Industries Manufacturières	51,1	51,3	55,1	53,7	55,8
- Industries textiles	8,8	8,0	8,9	9,0	9,3
- Autres industries manufacturières	42,3	43,2	46,1	44,7	46,5
- Electricité, gaz et eau	9,5	9,2	8,7	9,7	10,7
- Construction	93,0	95,8	124,9	132,4	138,8
Secteur tertiaire	881,4	945,1	913,3	935,8	981,0
- Commerce	71,3	74,2	70,1	71,6	74,5
- Transport et communication	73,4	80,8	61,8	72,2	75,0
- Transports	19,2	21,0	16,1	20,7	21,9
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	54,2	59,8	45,7	51,5	53,0
- Banques et Assurances	122,7	156,6	156,0	187,7	208,3
- Hébergement, Restaurant et autres services marchands	114,1	119,3	69,7	74,4	78,9
- Administration publique	344,0	353,7	370,7	382,5	401,6
- Education	226,3	233,7	244,9	246,1	254,7
- Santé et action sociale	15,5	16,0	17,6	18,8	19,7
- Activités à caractère collectif ou personnel	59,4	61,6	61,9	56,9	60,3
- Services domestiques	4,6	4,8	4,8	4,9	5,2
- SIFIM	-149,9	-155,6	-144,1	-179,3	-197,2
PIB aux coûts des facteurs	1 772,5	1 855,4	1 866,2	1 923,2	2 012,5
Impôts et Taxes	240,6	247,9	243,7	252,1	263,8
PIB aux prix du marché	2 013,1	2 103,3	2 109,9	2 175,3	2 276,3

Source : BRB

Annexe 2 : Inflation par principales composantes (en %)

	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors alimentaire
déc-18	-5,6	-15,2	5,9
janv-19	-3,8	-10,9	4,4
févr-19	-4,1	-10,9	3,1
mars-19	-2,9	-7,8	2,3
avr-19	-2,2	-6,1	1,9
mai-19	-2,4	-5,8	1,2
juin-19	-4,0	-8,6	0,9
juil-19	-2,6	-6,2	1,1
août-19	-0,6	-2,9	1,6
sept-19	2,0	2,9	1,1
oct-19	4,0	6,4	1,8
nov-19	3,6	6,5	0,8
déc-19	4,9	8,9	1,1
janv-20	5,2	8,6	1,8
févr-20	7,6	13,1	2,6
mars-20	7,1	12,1	2,4
avr-20	7,9	12,9	2,9
mai-20	9,2	15,3	3,3
juin-20	8,5	13,9	3,5
juil-20	7,7	12,7	3,0
août-20	6,7	11,0	2,6
sept-20	6,4	10,6	2,2
oct-20	7,0	12,1	1,9
nov-20	8,9	15,6	2,3
déc-20	8,0	13,2	2,5
janv-21	6,5	10,4	2,4
févr-21	6,1	9,0	3,0
mars-21	7,8	10,9	4,5
avr-21	7,4	11,9	2,8
mai-21	5,1	5,2	5,0
juin-21	9,1	12,2	5,7
juil-21	9,7	13,0	6,2
août-21	10,5	14,2	6,6
sept-21	10,5	13,7	7,1
oct-21	9,9	11,6	8,0
nov-21	8,7	8,3	9,2
déc-21	10,0	9,6	10,5

Source : BRB

Annexe 3 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	Recettes		Dépenses		Solde global
déc-18	78 361,60	28 541,40	106 903,00	126 953,20	-20 050,20
janv-19	66 765,74	14 412,40	81 178,14	137 426,66	-56 248,52
févr-19	67 427,71	24 367,44	91 795,16	116 918,33	-25 123,17
mars-19	97 566,21	19 018,00	116 584,21	95 854,20	20 730,01
avr-19	76 198,11	19 259,45	95 457,56	152 308,27	-56 850,71
mai-19	69 221,83	20 060,20	89 282,03	129 765,02	-40 483,00
juin-19	99 216,12	32 212,40	131 428,52	116 694,18	14 734,34
juil-19	70 893,23	18 882,46	89 775,68	130 004,84	-40 229,15
août-19	91 851,64	11 589,11	103 440,75	105 699,38	-2 258,63
sept-19	89 691,65	23 581,07	113 272,72	144 925,37	-31 652,65
oct-19	96 140,47	23 253,33	119 393,80	151 672,93	-32 279,13
nov-19	78 123,50	26 000,51	104 124,00	133 114,44	-28 990,44
déc-19	86 974,57	21 300,56	108 275,13	100 145,51	8 129,61
janv-20	84 602,42	17 563,17	102 165,58	114 803,17	-12 637,59
févr-20	70 437,11	24 819,09	95 256,20	109 187,15	-13 930,94
mars-20	104 361,79	22 169,26	126 531,06	121 435,57	5 095,49
avr-20	81 088,28	14 356,77	95 445,05	105 770,61	-10 325,56
mai-20	64 196,98	21 014,92	85 211,91	92 722,58	-7 510,68
juin-20	105 149,52	23 282,14	128 431,66	130 554,89	-2 123,23
juil-20	80 468,49	31 237,30	111 705,79	131 731,09	-20 025,30
août-20	98 712,28	13 544,26	112 256,54	151 466,22	-39 209,69
sept-20	103 379,33	20 839,74	124 219,07	409 881,61	-285 662,54
oct-20	92 487,26	21 455,51	113 942,76	121 886,82	-7 944,05
nov-20	84 106,39	22 249,15	106 355,54	134 012,52	-27 656,98
déc-20	104 277,50	24 492,11	128 769,61	111 108,51	17 661,10
janv-21	91 493,07	22 202,28	113 695,36	110 744,02	2 951,34
févr-21	77 932,34	22 328,56	100 260,89	117 578,08	-17 317,18
mars-21	114 849,48	28 857,73	143 707,21	139 326,45	4 380,76
avr-21	100 678,98	27 187,14	127 866,12	143 533,14	-15 667,02
mai-21	86 584,95	22 222,28	108 807,23	142 178,14	-33 370,91
juin-21	121 489,14	29 071,92	150 561,05	233 398,40	-82 837,35
juil-21	98 153,03	4 181,79	102 334,82	146 824,50	-44 489,68
août-21	117 462,41	24 745,57	142 207,97	155 146,12	-12 938,14
sept-21	115 816,26	15 387,64	131 203,90	125 504,07	5 699,83
oct-21	108 200,87	21 133,48	129 334,35	125 784,40	3 549,95
nov-21	93 249,62	16 607,35	109 856,97	109 208,56	648,41
déc-21	111 411,91	12 226,81	123 638,72	137 574,91	-13 936,19

Source : BRB

Annexe 4 : Dette publique (en MBIF)

	Dette intérieure			Dette extérieure	Dette Publique Totale	
	Avances de la BRB	Bons et Obligations	Autres			Total
déc-18	772 108,5	1 106 829,2	58 884,2	1 937 821,9	815 659,1	2 753 481,0
janv-19	735 898,0	1 170 456,8	57 507,8	1 965 632,6	839 143,1	2 804 775,7
févr-19	754 785,4	1 203 007,7	55 457,5	2 017 332,5	838 878,1	2 856 210,6
mars-19	776 260,3	1 230 561,3	66 134,8	2 066 815,1	842 605,3	2 909 420,4
avr-19	749 554,5	1 264 065,9	66 482,8	2 073 957,4	867 778,9	2 941 736,3
mai-19	741 946,8	1 309 285,8	59 356,4	2 110 469,8	908 183,5	3 018 653,3
juin-19	762 094,0	1 339 778,2	59 215,0	2 158 605,5	916 027,0	3 074 632,5
juil-19	702 399,9	1 357 433,8	55 134,4	2 114 968,1	929 050,5	3 044 018,6
août-19	759 491,5	1 393 116,1	59 369,6	2 211 977,2	932 695,8	3 144 673,0
sept-19	756 889,1	1 417 542,6	65 322,7	2 239 754,4	927 716,5	3 167 470,9
oct-19	751 684,2	1 450 627,6	76 553,5	2 278 865,3	937 501,2	3 216 366,5
nov-19	749 081,8	1 485 104,1	74 319,9	2 308 505,8	940 872,9	3 249 378,7
déc-19	746 479,4	1 497 527,9	70 919,8	2 314 927,1	948 429,4	3 263 356,5
janv-20	746 479,3	1 570 840,3	120 847,6	2 438 167,2	958 542,6	3 396 709,8
févr-20	743 876,9	1 549 397,3	121 652,4	2 414 926,6	959 597,4	3 374 524,0
mars-20	738 672,0	1 583 158,2	123 953,4	2 445 783,6	965 054,0	3 410 837,6
avr-20	736 069,6	1 569 310,4	120 741,5	2 426 121,5	963 078,7	3 389 200,2
mai-20	737 921,8	1 621 691,9	113 556,4	2 473 170,1	966 901,1	3 440 071,2
juin-20	736 222,2	1 673 338,5	114 730,7	2 524 291,4	977 731,5	3 502 022,9
juil-20	737 624,5	1 709 342,7	119 194,8	2 566 162,0	988 004,0	3 554 166,0
août-20	751 455,5	1 727 229,2	112 094,3	2 590 779,0	1 000 919,8	3 591 698,8
sept-20	901 482,7	1 744 967,4	144 592,9	2 791 043,0	1 003 104,0	3 794 147,0
oct-20	901 974,9	1 763 000,2	141 644,5	2 806 619,6	1 013 063,4	3 819 683,0
nov-20	899 449,4	1 779 700,1	144 982,9	2 824 132,4	1 023 272,7	3 847 405,1
déc-20	894 667,8	1 816 692,6	138 993,1	2 850 353,5	1 035 965,0	3 886 318,5
janv-21	894 667,8	1 832 306,3	143 346,2	2 870 320,3	1 041 679,1	3 911 999,4
févr-21	894 117,9	1 864 441,1	169 560,6	2 928 119,6	1 039 174,9	3 967 294,5
mars-21	864 066,4	1 853 171,3	172 078,8	2 889 316,5	1 039 986,8	3 929 303,3
avr-21	893 573,6	1 866 450,8	163 441,3	2 923 465,7	1 044 034,5	3 967 500,2
mai-21	893 272,0	1 899 966,9	151 390,7	2 944 629,6	1 052 796,5	3 997 426,1
juin-21	957 639,8	1 935 027,6	147 690,7	3 040 358,1	1 058 922,9	4 099 281,1
juil-21	964 779,1	1 988 324,3	133 698,8	3 086 802,2	1 053 558,8	4 140 361,0
août-21	937 750,1	2 023 132,4	145 318,3	3 106 200,8	1 084 169,8	4 190 370,6
sept-21	903 396,7	2 048 624,1	141 114,8	3 093 135,6	1 093 558,2	4 186 693,8
oct-21	902 793,7	2 052 646,6	142 125,0	3 097 565,3	1 254 217,8	4 351 783,1
nov-21	923 914,9	2 043 143,0	124 201,8	3 091 259,7	1 258 084,4	4 349 344,1
déc-21	901 529,1	2 046 057,7	115 614,2	3 063 201,0	1 264 286,2	4 327 487,2

Source : BRB

Annexe 5 : Réserves des banques commerciales

	Réserves totales des banques	Interventions de la Banque Centrale
déc-18	150 237	248 370
janv-19	163 427	258 199
févr-19	165 114	267 534
mars-19	192 194	281 986
avr-19	167 995	292 282
mai-19	163 240	315 130
juin-19	170 302	334 215
juil-19	153 993	339 205
août-19	157 630	345 488
sept-19	152 207	363 439
oct-19	156 012	394 511
nov-19	146 124	403 814
déc-19	155 224	406 075
janv-20	154 268	436 181
févr-20	174 541	459 837
mars-20	182 136	442 928
avr-20	161 386	439 302
mai-20	162 923	434 219
juin-20	171 658	429 154
juil-20	134 709	424 606
août-20	120 569	440 119
sept-20	164 248	446 366
oct-20	164 054	339 258
nov-20	151 140	330 083
déc-20	162 574	322 720
janv-21	151 967	289 339
févr-21	114 955	295 983
mars-21	98 996	291 565
avr-21	100 840	309 092
mai-21	114 239	333 837
juin-21	134 515	344 713
juil-21	148 433	331 211
août-21	158 500	345 544
sept-21	124 443	372 132
oct-21	132 806	388 070
nov-21	121 764	418 070
déc-21	129 044	485 559

Source : BRB

Annexe 6 : Taux d'intérêts du marché monétaire (en %)

	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
déc-18	3,34	5,48	2,42	2,48
janv-19	3,11	5,53	2,48	2,53
févr-19	-	5,50	2,48	2,50
mars-19	-	5,50	2,41	2,50
avr-19	3,66	5,48	2,63	2,48
mai-19	3,67	5,50	2,69	2,50
juin-19	3,69	5,50	2,82	2,50
juil-19	3,68	5,45	2,55	2,45
août-19	3,58	5,35	2,55	2,35
sept-19	3,40	5,29	2,59	2,29
oct-19	3,34	5,22	2,65	2,22
nov-19	3,62	5,20	2,63	2,20
déc-19	3,56	5,63	2,99	2,63
janv-20	3,99	5,68	3,21	2,68
févr-20	4,78	5,88	2,54	2,88
mars-20	3,97	6,00	2,58	3,00
avr-20	4,07	6,00	2,87	3,00
mai-20	4,16	6,00	2,85	3,00
juin-20	4,11	6,00	2,96	3,00
juil-20	4,07	6,00	2,74	3,00
août-20	4,27	6,00	2,77	3,00
sept-20	4,42	6,60	2,58	3,60
oct-20	4,73	6,60	2,36	3,44
nov-20	4,93	6,60	2,91	3,74
déc-20	5,06	6,87	3,93	3,86
janv-21	5,13	6,77	2,87	3,81
févr-21	5,17	6,59	2,40	3,78
mars-21	4,85	6,79	2,23	3,78
avr-21	5,16	7,12	2,24	4,12
mai-21	5,32	7,04	2,46	4,04
juin-21	5,31	7,06	2,53	4,06
juil-21	5,16	6,96	2,50	3,96
août-22	5,48	6,30	2,60	3,30
sept-21	5,56	6,33	2,99	3,33
oct-21	5,45	6,46	4,16	3,46
nov-21	5,87	6,43	4,36	3,43
déc-21	5,78	6,88	2,93	3,88

Source : BRB

Annexe 7 : Principaux indicateurs du secteur bancaire (en %)

	31/12/2020	30/09/2021	31/12/2021	Variation trimestrielle en %	Variation annuelle en %
I. EMPLOIS	3 894 251,2	4 832 572,9	4 929 212,8	2,0	26,6
I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS	3 341 652,3	4 165 690,9	4 211 658,2	1,1	26,0
A. Actifs Liquides	2 030 740,5	2 338 139,8	2 215 616,2	-5,2	9,1
Caisse	87 473,4	110 126,1	88 833,1	-19,3	1,6
B.R.B.	222 808,9	212 582,3	176 563,8	-16,9	-20,8
Avoirs auprès des banques et assimilés	88 671,7	178 713,7	131 522,5	-26,4	48,3
Prêts à l'Etat	1 631 786,6	1 836 717,8	1 818 696,8	-1,0	11,5
Bons,Obligations du Trésor	1 564 972,6	1 736 438,7	1 712 767,6	-1,4	9,4
Autres Titres	66 814,0	100 279,1	105 929,2	5,6	58,5
B. Crédits	1 310 911,8	1 827 551,1	1 996 042,1	9,2	52,3
Court terme	598 480,5	813 453,9	875 542,8	7,6	46,3
Moyen terme	354 839,5	503 810,7	539 851,5	7,2	52,1
Long terme	357 591,8	510 286,4	580 647,7	13,8	62,4
Crédits bail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
I.2. Actif Immobilisé	187 868,0	202 840,8	209 153,2	3,1	11,3
I.3. Autres emplois	364 730,9	464 041,3	508 401,4	9,6	39,4
II. RESSOURCES	3 894 251,2	4 832 572,9	4 929 212,8	2,0	26,6
II.1. Principales ressources	3 300 763,6	4 128 803,4	4 232 924,2	2,5	28,2
Clientèle	2 351 382,9	2 813 705,5	2 816 086,9	0,1	19,8
dont 10 grands dépôts des banques	1 083 467,5	1 266 288,5	1 208 518,6	-4,6	11,5
Refinancement auprès B.R.B.	299 090,5	375 144,6	530 833,2	41,5	77,5
Dettes envers banques et assimilés	273 457,5	493 947,6	423 115,4	-14,3	54,7
Capital et réserves	376 832,7	446 005,7	462 888,6	3,8	22,8
II.2. Autres ressources	593 487,6	703 769,6	696 288,6	-1,1	17,3
III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE					
Adéquation des fonds propres					
Fonds propres de base nets (en MBIF)	428 703,1	534 606,2	555 695,0	3,9	29,6
Fonds propres (en MBIF)	460 427,1	570 498,8	595 436,5	4,4	29,3
Risques pondérés	2 057 045,6	2 520 404,5	2 576 434,6	2,2	25,2
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	20,8	21,2	21,6	0,0	0,0
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	22,4	22,6	23,1	0,0	0,0
Ratio de levier (norme 5%)	11,0	11,1	11,3	0,0	0,0
Concentration du portefeuille crédits					
Grands risques	395 453,4	316 802,3	759 099,7	139,6	92,0
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	30,2	17,3	38,0	0,0	0,0
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	33,7	37,8	40,5	0,0	0,0
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (en %)	41,9	38,0	36,9	0,0	0,0
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (en %)	380,6	343,6	327,3	0,0	0,0
Qualité du portefeuille crédits					
Impayés	139 654,4	164 442,0	182 104,0	10,7	30,4
Créances à surveiller	70 274,2	91 731,8	113 759,2	24,0	61,9
Créances Non performantes	69 380,1	72 710,2	68 344,8	-6,0	-1,5
Créances pré douteuses	11 838,4	21 149,6	19 027,6	-10,0	60,7
Créances douteuses	15 534,1	12 442,2	13 035,2	4,8	-16,1
Créances compromises	42 007,7	39 118,4	36 282,0	-7,3	-13,6
Dépréciations	44 996,3	39 072,0	36 988,5	-5,3	-17,8
Taux des prêts non performants	5,3	4,0	3,4	0,0	0,0
Taux d'impayés	10,7	9,0	9,1	0,0	0,0
Taux de provisionnement	64,9	53,7	54,1	0,0	0,0
Liquidité					
Coefficient de liquidité en BIF	213,5	200,1	192,8	-3,7	-9,7
Coefficient de liquidité en devises	172,4	159,7	135,5	-15,2	-21,4
Total crédits/total dépôts (en %)	55,8	65,0	70,9	0,0	0,0
Ressources Stables/Emplois Immobilisés (en %)	106,7	104,6	101,2	0,0	0,0
Dix gros dépôts/Total dépôts (en %)	46,1	45,0	42,9	0,0	0,0
Rentabilité et performance					
Résultat avant impôt	147 066,1	137 906,2	176 347,1	27,9	19,9
Résultat net de l'exercice	141 069,1	128 706,4	166 615,3	29,5	18,1
Produit Net Bancaire	293 545,9	246 032,4	331 106,3	34,6	12,8
ROA	3,6	2,7	3,4	0,0	0,0
ROE	30,6	22,6	28,0	0,0	0,0

Source : BRB